

références

Encyclopédie Régionale ANJOU. Christine BONNETON éditeur (1985)
Révolution et contre révolution (p. 53 et suivantes)
Robert FAVREAU et Jean Luc MARAIS

"Comme pour tous les Français, les **années 1788/1789** sont pour les Angevins des années **riches d'évènements**: une médiocre récolte en 1788, conséquence d'un été pourri, un hiver précoce et rude, qui bloque les bateaux et les moulins, des blés chers, mais surtout la **multiplication des débats politiques**"...

Les différents partis se présentent comme les vrais défenseurs des paysans.

"L'agitation populaire du 17 Juillet 1789 à la nouvelle de la prise de la Bastille, la grande peur de la Madeleine (22 Juillet) dans les Mauges et en Baugeois suscitent à ANGERS la création d'un comité permanent , appuyé sur les jeunes patriotes et sur la Garde Nationale. **La bourgeoisie Angevine veut contrôler la situation (...): comment mieux montrer son adhésion au nouvel ordre des choses qu'en détruisant l'ancien?**

refuser la gabelle dès Juillet 1789, acheter les biens du clergé à partir de Décembre 1790 (...). La garde nationale des villes et des chefs lieux de districts met autant d'énergie à faire appliquer les décisions de réduction du nombre des paroisses (1791) (on enlève cloches, archives, mobilier de l'église des paroisses supprimées) et à installer les nouveaux curés. Mais ne pouvaient être installés que les prêtres qui avaient prêté le serment d'adhésion à la Constitution civile du clergé exigé depuis le début de 1791.

La prestation du serment (...) révèle (...) une géographie des mentalités: refus quasi-unanime dans les districts de Cholet, Saint Florent, acceptation du serment dans les districts de Baugé, Saumur, partage dans le district de Segré, refus majoritaire mais forte minorité de jureurs dans la zone intermédiaire, de Chateaufort à Vihiers en passant par Angers. (...) Les curés jureurs et réfractaires sont globalement d'accord avec leurs ouailles.

Les autorités départementales (...) en 1791/1792 s'inquiètent de l'agitation des Mauges (pèlerinage à Bellefontaine et St Laurent de la Plaine), du peu d'enthousiasme des citoyens du district de Cholet pour désigner les Grands électeurs à la Législative, de la mauvaise volonté face à l'impôt.

Elles montrent une "certaine modération lors des débuts du soulèvement Vendéen (...) accords de fait entre patriotes modérés et insurgés lors de la prise de Cholet en Mars 1793 et d'Angers en Juin.

Mais cette première génération révolutionnaire se trouve mise à l'écart par la radicalisation des opinions."

En Septembre 1791, aux élections de la Législative "4 députés sur 11 peuvent être considérés comme extrémistes", mais " 5 députés Angevins à la Convention voteront la mort du Roi."

"La radicalisation des opinions se fait plus encore au niveau des peuples: d'un côté *patriotes*, gardes nationaux, Volontaires de 1791, marchands, officiers modestes, artisans, boutiquiers, monde(...) d'Angers et de Saumur. (...)

De l'autre côté, des paysans locataires pour qui l'abolition des droits seigneuriaux n'a rien changé puisque les baux ont augmenté en proportion, des tisserands en butte aux marchands de Cholet (*patriotes, eux*)."

"Entre ces deux mondes, les malentendus s'accroissent depuis les débuts de la Révolution, comme d'ailleurs en bien d'autres provinces.

Depuis 1791, la questions des paroisses et des curés multiplie les conflits. En Juin 1791, les prêtres réfractaires sont assignés à résidence à Angers, en Juin 1792, ils sont emprisonnés, en Septembre, commencent les déportations vers l'Espagne.

Sur ces matériaux facilement inflammables, la levée de 300 000 hommes en Février 1793 jette l'étincelle."

"Lorsqu'éclate le soulèvement Vendéen, le gouvernement révolutionnaire est menacé de toutes parts; d'où la violence de la réaction. En Mai-Juin 1793, la majeure partie du personnel politique patriote angevin est mise à l'écart lors de l'élimination des Girondins. De Juillet 1793 à Juillet 1794, la répression du soulèvement est conduite par des représentants envoyés de la Convention.

Le pays en sort exangue, en raison, en particulier de la politique de la terre brûlée menée par les Colonnes infernales à partir de Janvier 1794."